



09 mars 2023

MISSIONS, TEMPS DE TRAVAIL, RETRAITE : la coupe est pleine !

RESPECTEZ LE PERSONNEL DE L'IGN !

Un Conseil d'Administration de l'IGN se tient en dehors des murs de l'établissement pour la 1ère fois, la Direction Générale ayant peur de la défiance des agents de l'établissement est venue se cacher dans les sous-sols de la Tour Sequoia.

En effet, c'est un contexte social très lourd pour l'IGN en ce moment du fait de la Direction Générale, qui fait preuve de brutalité dans les décisions qu'elle porte, sur la gestion des projets, des missions de Service Public comme des agents. Les RPS sont en augmentation notable à mettre en lien avec la stratégie de l'IGN, en plus d'un suicide et d'une tentative sur le lieu du travail 2022.

Mais pas que :

La CGT de l'IGN déplore la dégradation du climat social dans l'établissement. Deux éléments en sont la cause, l'un externe et l'autre interne.

Tout d'abord, **le projet de réforme des retraites** actuellement en cours de discussion à l'Assemblée, projet unanimement rejeté par les organisations syndicales de travailleurs, par la population active et par une majorité de français. En effet ce projet, s'il venait à être voté et appliqué par le gouvernement, induirait pour l'ensemble des salariés nés après le 31 Août 1961 un report de l'âge de départ et, du fait de l'accélération de la réforme Touraine, une augmentation de plusieurs trimestres de cotisation. Les personnels de la Fonction Publique dont ceux du MTE et de ses Établissements Publics sont particulièrement mobilisés contre ce projet de réforme qui les priverait de leur droit légitime à une retraite en bonne santé.

Nous interpellons la tutelle MTE : nous refusons l'allongement de la durée de cotisation, nous refusons le report de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, nous refusons la disparition des régimes dits "spéciaux".

Il est impératif que le Ministre se fasse le relais des revendications des agents.

Un agent de terrain ou d'exploitation à 64 ans, c'est vraiment sérieux ?! Non !

Un ingénieur ou une cadre devant partir à 67 ans, avec malgré tout une retraite incomplète à cause des années d'études, c'est vraiment du progrès social ?! Non !

Une administrative qui perd de la pension à cause des arrêts inhérents à la maternité, c'est être une grande gagnante ?! Non !

Nos revendications : Retrait du projet de loi, retour aux 60ans, et au 37.5 années de cotisations, suppression de la décote !

Ensuite, **le projet de réforme du temps de travail** conduit par le Directeur Général, Sébastien Soriano, projet majoritairement rejeté par la communauté des agents de l'IGN. Ce projet injuste, injustifié et brutal a été imposé sur la base d'un diagnostic non partagé et de pseudo-négociations. Son intention est de vouloir empêcher les agents de récupérer leur temps de travail supplémentaire, de les obliger à travailler deux jours de plus par an sans hausse de salaire, d'introduire des profils horaires qui viennent réduire le nombre de jours de congé normaux, de demander aux cadres d'arrêter de compter leur temps de travail.

Cette réforme répond à l'attente de la tutelle MTE et plus particulièrement de la DRH. Cela montre le caractère particulièrement inhumain de celle-ci, faisant fi des conditions de conduite de projet que subissent des agents en sous-effectifs face à la pression des délais intenable et tout cela pour répondre à des demandes aux contours flous, mal cadrées car ne prenant pas en compte la faisabilité technique et les capacités opérationnelles réelles de l'établissement.

La Direction Générale et la tutelle sont les responsables de cette dégradation et de l'exaspération des personnels parce qu'ils n'écourent pas l'opposition majoritaire à leur projet.

Un pseudo projet d'accord nous est présenté à la signature. Nous revendiquons la réouverture de vraies négociations partant du constat que celui qui nous est proposé, déshabille Pierre sans habiller Paul. Par an, 1% de travail gratuit en plus pour environ 1450 agents. Soit une économie de 14 Equivalent Temps Plein qui ne seront même pas proposés en emplois pérennes aux CDD précaires de l'IGN !

Dans ce contexte, la stratégie de la Direction Générale nous inquiète. Faisant la part belle au privé et à la précarisation des emplois, on est loin des missions de service public, encore moins des économies espérées, si ce n'est sur le dos des agents ! Tout cela pour au final n'avoir aucune garantie sur la souveraineté de l'Etat, bien au contraire. Le rapport d'information sur l'IGN du 5 octobre 2022, réalisé par le Sénat, souligne nos craintes (du moins celles des agents).

Si le modèle économique la gratuité des données, pour laquelle nous n'avons pas d'opposition ; encore que, nous pourrions nous interroger sur à qui profite cette gratuité, sinon aux GAFAM justement, contre lesquelles ce « nouveau modèle » entendrait protéger l'IGN ; en effet, depuis 2011, les données étaient déjà gratuites pour les missions de service public. L'ouverture des données en 2021 sert surtout les grandes entreprises privées...

L'IGN se transforme en « passe-plat » pour les entreprises privées, avec l'augmentation vertigineuse de la sous-traitance et l'ouverture de plus en plus large aux partenariats avec le privé, avec comme vecteur la Géoplateforme. En gros, l'IGN collecte des fonds via des appels à projets FTAP, plan de relance, etc... qu'il redistribue aussi sec aux sous-traitants ! Charge à l'IGN avec des moyens en moins pour rattraper les manquements des sous-traitants (données ou outils ne répondants aux besoins) ! Merci le service public ! Que l'IGN devienne une sorte de Ordnance Survey (transformé depuis 2015 en société de capitaux à 100% détenue par le gouvernement britannique) est-il l'objectif final de l'Etat ?

Le rapport souligne les incertitudes sur la viabilité du modèle économique. Et bien nous aussi !

En effet la baisse continue de la subvention pour charges de service public, le recours aux financements à courts termes des politiques publiques, font peser de grandes incertitudes sur les budgets de l'IGN et sur la pérennité des projets. Plusieurs projets ne sont pas totalement financés (loin s'en faut) et aucun engagement à long terme n'est possible avec cette façon de fonctionner, pour maintenir et mettre à jour les nouveaux référentiels.

Plusieurs fois la CGT a souligné l'absence d'écoute des agents qui travaillent sur ces projets et qui ont maintes fois alerté sur les risques de dérive des grands projets. En effet les engagements « coûte que coûte » pris par la direction de l'IGN, pour récupérer ces projets sans tenir compte des réelles contraintes techniques et des moyens ont des conséquences graves sur les personnels eux-mêmes et sur la réalisation de ces projets. Ce n'est pas en mettant les problèmes sous le tapis, qu'on les résout...

La lecture de ce rapport doit nous interroger sur l'avenir du service public de l'IGN.

Veut-on un service, transformé en EPIC (si on traduit le rapport pour « assouplir les modes de recrutement et mieux répondre aux enjeux du nouveau modèle », soi-disant), un établissement qui collecte des fonds au service du privé ? Ou bien un service public qui garantisse la pérennité des référentiels (comme demandé par les partenaires territoriaux lors de la journée de préparation du CNP), leur souveraineté, qui garantisse des productions de qualité (et pas uniquement pour mettre un label sur des productions faites « ailleurs »), avec des spécifications claires (qui ne varient pas au fil de l'eau en fonction des moyens qu'on aura ou pas pour réaliser ces référentiels).

La CGT de l'IGN ne lâchera pas sur les revendications des personnels, négociera des avancées jusqu'au bout et n'acceptera pas les reculs sociaux.

Tous ensemble dans la lutte, la grève et les manifestations !

<https://cgtgeo.wordpress.com>

